

XI JINPING EN AFRIQUE ! FAUT-IL CRAINDRE POUTINE ?

Sylvain KOUADIO KONAN

Université Péléforo Gon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

kouadjogolie@yahoo.fr

Résumé

La présence soutenue de la Chine et la Russie en Afrique ces derniers temps est diversement appréciée par les pays Occidentaux. Les critiques fusent de partout. Celles de la France que nous connaissons mieux parce que nous l'entendons au quotidien sont les plus virulentes. Elles semblent prévoir l'apocalypse pour le continent. L'Afrique pactiserait avec le "diable", elle se laisserait séduire par les brillances du moment et le retour sur expérience risque d'être désagréable pour elle. Pour la France, l'Afrique gagnerait à poursuivre sa croissance en suivant le modèle de développement déjà mis en place. Tout irait ainsi sur des roulettes. Le problème est de savoir s'il y a des roulettes et s'ils sont en bon état. En 60 ans d'existence, les Etats africains en ont vu des vertes et des pas mûres. N'est-il pas temps pour eux d'essayer d'autres modèles ? L'objectif visé ici est d'encourager le développement de l'Afrique par la diversification des partenaires. Apprendre à marcher à côté d'autres soutiens qui nous tendent la main, dans la direction de nos intérêts, ce n'est pas pour nous un acte souverainiste voire indépendantiste. C'est un acte de bon sens. C'est de la Realpolitik.

Mots-clés : *Afrique- France- Chine- Russie- Realpolitik- Développement*

Abstract

The sustained presence of China and Russia in Africa in recent times is variously appreciated by Western countries. Critics are flying everywhere. Those of France that we know best because we hear it on a daily basis are the most virulent. They seem to predict the apocalypse for the continent. Africa would make a pact with the "devil", it would let itself be seduced by the brilliance of the moment and the return on experience could be unpleasant for it. For France, Africa would benefit from continuing its growth by following the development model already in place. Everything would go like this on wheels. The problem is whether there are wheels and

whether they are in good condition. In 60 years of existence, African states have seen green and unripe ones. Isn't it time for them to try other models? The objective here is to encourage the development of Africa through the diversification of partners. Learning to walk alongside other supporters who reach out to us, in the direction of our interests, is not for us an act of sovereignty or even independence. It is an act of common sense. It's Realpolitik.

Keywords: Africa- France- China- Russia- Realpolitik- Development

Introduction

L'adresse est bien connue de tous, ce n'est pas un secret. On sait partout de secret de polichinelle où se servir à bon marché comme pour se pourvoir gratuitement de richesses. Il suffit pour son développement de se rendre à cet endroit du monde bordé au nord par la mer méditerranéenne d'où prospère l'Europe, à l'est par la mer rouge d'où émerge l'Asie et à l'ouest par l'océan atlantique d'où croît l'Amérique. L'Afrique est ce carrefour source plein de ressources, ce lieu de rencontres providentielles du monde entier. C'est à ce carrefour géolocalisé de notre planète où la misère nue du continent tranche paradoxalement avec la richesse intrinsèque de ses potentialités que se jouent des jeux stratégiques de politique internationale aux enjeux de compétition. L'Afrique est devenue au fil des siècles de civilisations exotiques le grenier du monde, la mère pourvoyeuse de richesses, d'où courent les grandes puissances. Ainsi placée au centre des intérêts du monde, à son corps défendant souvent, elle a été constamment l'objet de toutes les convoitises colonisatrices et d'exploitations illégales jusqu'aux années 1950 où va progressivement se mettre en place, l'évolution des mentalités occidentales et la montée d'une élite africaine aidante, une forme de coopération légale avec le monde à travers des vellétés indépendantistes.

C'est dans ce jeu de repositionnement politique stratégique que la France, puissance colonisatrice, va se poser comme le principal allié des Etats africains naissant avec la promesse d'être pour eux une aide au développement. Plus d'un demi-siècle de coopération plus tard, les soleils des indépendances qu'accompagne le doux éclat de la lune³⁰ sont bien ternes. Les promesses tardent à se tenir sur tous les plans et la situation de la plupart des Etats africains à pré-carré français n'en est guère mieux qu'auparavant. Ce qui va susciter au jour le jour un rejet de la France et une envie de plus en plus affichée d'aller voir ailleurs de ses Etats tenus sous pression, à l'appel de sa population maintenue sous oppression. C'est à cet appel que la Chine de Xi Jinping depuis plus de dix ans et la Russie de Poutine ces temps-ci, semblent vouloir apporter une réponse adéquate, non sans provoquer la colère et les avertissements redondants de la France qui appelle les Etats africains à la vigilance ou plutôt à se détourner de ces modèles erronés de développement, néfastes pour eux dans le long terme. On « vous a compris ». Toutefois, au vu des nouvelles frontières géopolitiques qui redessinent la carte du monde avec les avantages s'y afférant, faut-il réellement, pour les africains, s'inquiéter de la présence de la Chine et de la Russie en Afrique ? Autrement dit, la Chine et la Russie, décrites comme des dangers potentiels pour le développement de l'Afrique, le sont-elles vraiment pour nous ? A notre avis non et très franchement nous pensons qu'elles représentent une belle opportunité à saisir. Par conséquent, nous avons tout à gagner à les essayer et à susciter une concurrence dynamique entre nos différents partenaires. Notre objectif dans cet article est de susciter une *realpolitik* en Afrique, c'est-à-dire un éveil de conscience par rapport à ce qui est mieux pour les Etats africains jusque là cantonnés dans des modèles ancestraux de

³⁰ Cette expression imagée fait référence au livre d'Ahmadou Kourouma qui voyait les indépendances comme l'heure de gloire de l'Afrique, surtout quand le bourreau d'hier décide de se tenir à vos côtés, dans une sorte de *mea culpa*, pour hisser haut le voile du développement, afin de sentir enfin l'éclat doux du bonheur.

développement infructueux. Avec une démarche historico-critique, il s'agira dans un premier temps de faire l'état des lieux des coopérations de l'Afrique avec l'occident depuis plus de cinquante ans afin de montrer les raisons actuelles d'une volonté de changement de paradigme. Dans un deuxième temps, il s'agira d'apporter un regard critique et une réponse adéquate à cette crise géopolitique en Afrique, en tant qu'intellectuel africain.

1. La guerre des tranchées aux frontières de la géopolitique africaine

L'Afrique est pour le monde entier comme un cadeau du ciel. A l'image du Jardin d'Eden où coulait une vie providentielle, l'Afrique a de tout temps eu l'air d'une mère nourricière pour l'humanité ou du moins considérée comme telle par l'occident, tant il vrai qu'elle regorge de richesses en apparence intarissables. Ainsi, à l'instar du paradis d'Adam et d'Eve d'où la convoitise a fait perdre l'homme, l'Afrique est-elle aussi depuis des siècles l'objet de convoitise des grandes puissances qui l'ont placée au centre des enjeux géopolitiques. Aussi, depuis le 18^{ème} siècle, s'est établie entre l'Afrique et les grandes puissances une sorte de relations à caractère léonin qui tendent à prolonger à l'extérieur des territoires occidentaux des zones d'influence de celles-ci sur les terres africaines. Certaines de ces puissances vont faire de ses tracées coloniales des frontières presque naturelles ou prolongées de leur Etat de base avec les autres Etats à travers le jeu d'une politique internationale géocentrique. Toutefois, avec les nouveaux rapports de force dans le jeu politique mondiale qui voient d'autres puissances telles que la Chine et la Russie devenir aujourd'hui des nations qui comptent sur l'échiquier international, les ordres établis dans le passé tendent de plus en plus à s'effriter. Une fois encore, l'Afrique est au centre des enjeux géopolitiques.

1.1. Les frontières presque naturelles de la politique internationale en terre africaine

1-1-1- De la tracée de la géopolitique des affaires en Afrique

L'histoire de l'Afrique telle qu'elle apparaît aujourd'hui, c'est-à-dire celle des zones d'occupation ou des colonies, des zones d'influence ou des pré-carrés, s'est écrite entre le 15 novembre 1884 et le 26 février 1885. Cette date renvoie dans les faits à la conférence de Berlin convoquée par le chancelier allemand Bismark pour fixer les règles d'une formalisation des territoires africains et modifier les anciennes tracées existantes. C'est par le symbole de partage du gâteau, couteau à la main, que ce chancelier va dessiner avec ses pairs la carte géographique et politique actuelle de ce continent, à partir d'une idéologie fondée selon A. Hugon (1991, p.37) sur les 5 C : « curiosité, civilisation, christianisation, commerce, colonisation ». L'Afrique, dès cet instant, sera l'objet d'une compétition internationale réunissant des acteurs majeurs tels que l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et le Royaume-Uni. Il fallait pour chaque puissance gagnée des territoires, racler le large pour s'octroyer de plus grands butins. C'est la ruée vers l'or, la course de positionnement stratégique et d'expansion de territoire, une manière d'afficher sa puissance, car elles le savent toutes : « la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre » (Y. Lacoste, 1982, p.21).

Dans ce jeu de compétition qui s'est voulu d'abord commercial avant toutes autres considérations, deux grandes puissances impérialistes, en l'occurrence la France et le Royaume-Uni, vont se tailler la part du lion. Leurs conquêtes commerciales parcourent toute l'Afrique au point de les voir parfois se marcher sur les pieds. C'est le cas par exemple de la

crise de Fachoda³¹ en 1898 que les deux protagonistes vont régler par le jeu des négociations, des conventions et des traités bilatéraux limitant et protégeant les zones occupées, comme il était d'usage à l'époque. Ainsi, sur la carte de l'Afrique, le Royaume-Uni va occuper ça et là des régions allant de l'Afrique de l'est à l'Afrique du sud et quelques endroits en Afrique de l'ouest. Quant à la France, elle va occuper la quasi-totalité de l'Afrique du nord, une bonne partie de l'Afrique de l'ouest et du centre, à laquelle s'ajoute l'île de Madagascar. Dans chaque zone occupée, la puissance impérialiste pouvait librement mener ses actions commerciales auxquelles vont s'ajouter très rapidement des actions politiques, militaires et administratives. Il faut bien reconnaître que ces actions forment dans le fond un package, l'une ne va sans l'autre. On va ainsi voir apparaître les colonies et les pré-carrés de chaque puissance. C'est cette orientation politique stratégique qui va rester de mise jusqu'au début du 20^{ème} siècle avec l'avènement des indépendances.

Dans cette direction, si certaines puissances impériales ont lâché un peu plus facilement du lest par rapport à leur présence étouffante, le Royaume-Uni et surtout la France qui ont massés plus de colonies que les autres auront du mal à s'en départir. Cependant, sous la pression du droit international en faveur de tous les hommes et face la volonté croissante d'indépendance des régions colonisées, ils n'ont d'autres choix que de s'aligner, mais avec la possibilité d'accorder, soit l'indépendance intégrale à ses Etats naissant, soit la leurs accorder avec des accords de coopérations justes. La France, puissance colonisatrice qui a le plus à perdre dans le retrait occidental du fait de l'étendue de sa conquête, va opter pour le deuxième choix ou presque. Car elle va adopter à l'intérieur de ce choix une stratégie maligne : celle du protectorat, sans doute

³¹ Selon l'article de Fabrice Serodes dans « Carte à la une. De Fachoda à Kodok, géographie d'un carrefour de l'histoire », Géoconfluences, novembre 2019, cette ville a été dans le passé un carrefour colonial très stratégique pour le contrôle du Haut-Nil. Cette ville historique s'appelle aujourd'hui Kodok et serait situé au Soudan du Sud actuel.

avec l'idée déconcertante que « l'Afrique noire, quels que soient certains succès locaux et précaires, glissera sans rémission vers le chaos (...) si rien n'est tenté pour renverser le cours des événements » (Y. Laulan, 2005, P.39). Dès lors, toute l'Afrique ou plutôt l'Afrique des colonies françaises, dans la naïveté de ses leaders, passe aux mains de la France qui va y asseoir sa domination.

1-1-2- À l'hégémonie française dans les relations entre l'Afrique et le monde

Cela pourrait relever de l'hyperbole que de dire que la France a fait asseoir sur l'Afrique une hégémonie sans pareille depuis l'âge d'or des colonies jusqu'aux indépendances et certainement plus encore. Mais ce n'est en réalité qu'un euphémisme. Car à regarder de près la carte géographique et politique de l'Afrique jusqu'à ce jour, l'histoire et le présent se réconcilient autour de cet état de fait qui peut se vérifier par le nombre pléthorique de colonies françaises en comparaison à celui des autres puissances. La France a en effet occupé tout le nord de l'Afrique où, avec le système du protectorat, elle a fait passer la Tunisie et le Maroc sous son administration, en même temps que l'Algérie et l'Égypte deviennent des colonies françaises. Ce même système du protectorat est utilisé en Afrique subsaharienne où les zones occupées deviennent aussi rapidement ses colonies. Celles-ci sont tellement nombreuses que la France va les regrouper en deux fédérations pour faciliter leur administration.

On aura ainsi d'un côté la fédération de l'Afrique Occidentale Française (AOF) composée du Dahomey (actuel Bénin), de la Côte d'Ivoire (qui représentait dans le temps la Basse-Volta), de la Haute-Volta (le Burkina Faso actuel), de la Guinée, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal (qui comprend aussi le Haut-Sénégal), du Soudan français (l'actuel Mali) et bien d'autres. De l'autre côté, on aura la fédération de l'Afrique

Équatoriale Française (AEF) composée du Gabon, de l'Oubangui-Chari (l'actuelle Centrafrique), du Moyen-Congo et d'autres encore que les frontières coloniales de 1910 ne permettaient pas d'identifier spécifiquement comme les Etats actuels. Après la première guerre mondiale, la défaite de l'Allemagne va s'accompagner avec la perte de ses colonies africaines. La France va alors profiter de l'occasion pour récupérer les ex-colonies allemandes (le Cameroun, la Namibie...) et accentuer un peu plus encore sa domination, même si, il est vrai, elle n'était pas la seule à profiter de l'aubaine ; le Royaume-Uni n'étant jamais loin du cadre des opérations (le cas du Kenya par exemple). Dans les colonies où les autres puissances exerçaient leur influence, mais de façon partielle, la France avait des accointances avec les dirigeants locaux, créant là aussi une sorte de protectorat hybride. C'est le cas par exemple du Rwanda, colonie allemande qui est passée aux mains de la Belgique, où la France a envoyé le 04 octobre 1990 des troupes armées, dans le cadre d'une opération dénommée *Noroît*, pour aider officiellement le Président Juvénal Habyarimana, dont le pouvoir était menacé de renversement (P. Saint-Exupéry, 2004). C'est ainsi dans toute l'Afrique où la France, forte de ses acquisitions coloniales, mène la danse avec l'idéologie du protectorat et parfois même du tutorat.

Mais, l'hégémonie française ne s'arrête pas là. Elle se perçoit aussi dans les différentes formes de relations qu'elle entretient avec ces anciennes colonies, devenues des Etats. Ces relations sont au mieux des cas des coopérations de développement qui font de la France le partenaire politique et commercial privilégié de l'Afrique. Au pire des cas, cette hégémonie porte la marque sombre et mafiosique de la *Françafrique*, bâtie dans les normes d'un contrat léonin tel que celui formulé par Rousseau (2001, chap. 4) : « je fais avec toi une convention toute à ta charge et toute à mon profit, que j'observerai tant qu'il me plaira, et que tu observeras tant qu'il

me plaira ». Par voie de conséquence, les relations que la France entretient avec les Etats africains sont loin d'être égalitaires. L'Afrique en ce moment là ne pouvait pas savoir que la France n'a pas d'amis mais des intérêts et que ses relations sont toujours savamment calculées. Ainsi, P. Hugon (2007, p.54), écrivait que dans les premiers moments de la coopération, et « craignant que les pays africains ne soient attirés par les camps soviétique et américain, la France offrait une aide et un soutien budgétaire importants aux régimes amis d'Afrique francophone ». En guise de réponse à cette « immense » générosité, « l'Afrique a donné à la diplomatie et à l'armée française l'espace sans lequel elles auraient été condamnées à l'impuissance » (P. Hugon, 2008, p.60). L'Afrique pensait ainsi marcher main dans la main avec son protecteur.

Mais elle finira par se rendre compte au fil du temps, et aujourd'hui plus encore, qu'elle marchait avec la France, la main toujours tendue vers son obligé pour quémander de l'aide et paradoxalement lui reverser ses propres biens. La politique d'aide de la France n'était en fait qu'un trompe-l'œil car elle était liée à « des prêts qui l'emportaient sur les dons » (P. Hugon, 2008. p.60). Ce qui va entraîner les Etats africains dans un cycle d'endettement chronique et profond qui les maintient depuis des décennies dans la pauvreté et le sous-développement. Ce cycle infernal ajouté à la Françafrique, qui au lieu d'être une relation de coopération amicale entre la France et l'Afrique telle que l'avait imaginée Félix Houphouët-Boigny³², est devenue aux dires de F-X. Verschave (2002, p.17) comme « une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et en lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement ». En d'autres termes, la Françafrique se confesse comme une « Mafiafrique » (F-X.

³² On doit à Félix Houphouët-Boigny, premier Président de la Côte d'Ivoire, l'invention de l'expression France- Afrique en 1955, qui sera plus tard transformée en Françafrique par François-Xavier VERSCHAVE.

Verschave, 2004, p. 11) dans le domaine politique pour éliminer les dirigeants africains trop indépendantistes (le cas de Patrice Lumumba), dans le domaine militaire pour mettre au pouvoir les « hommes de Paris » ou maintenir au pouvoir des régimes non-démocratiques, dans le domaine économique pour amasser et ramasser les offrandes de reconnaissance de la part des dirigeants lèche-bottes.

Une telle hégémonie, qui s'est durement enracinée dans le temps avec la complicité des élites politiques africaines, n'a presque jamais été contestée par les autres puissances, surtout celles occidentales³³. Ce qui en revanche n'est pas vraiment le cas des puissances de l'OCS³⁴ (Organisation de Coopération de Shanghai), qui depuis près de dix ans troublent la ligne de fond, appelées et encouragées qu'elles sont par une jeunesse, une population africaine de plus en plus favorable à la diversité et au changement. Qu'est-ce qui pourrait justifier ce changement ?

1-2-Pourquoi les lignes bougent

1-2-1- La percée chinoise et le passage de grade de la Russie en Afrique

De nouveaux contextes mondiaux, notamment la récession économique dans les pays occidentaux récemment, les crises armées dans le monde accompagnées des guerres par procuration et la COVID 19 qui est encore d'actualité, ont remis à plat ces temps-ci les tracées de coopérations internationales, les lignes du marché des affaires et les frontières des pré-carrés que semble avoir définie pour toujours la géopolitique mondiale il ya plus d'un demi siècle. Ainsi, les soutiens ouverts de la Syrie

³³ Dire que l'hégémonie française en Afrique n'est pas contestée par les autres puissances occidentales ne veut pas dire que celles-ci n'avaient aucune relation d'affaires avec qu'elle. Car les États-Unis, le Royaume-Unis, la Belgique et bien d'autres, ont de gros intérêts sur le continent. Seulement, les accords de coopérations internationales et de petits arrangements entre alliés semblent avoir fait de l'Afrique, et surtout de l'Afrique francophone, le pré-carré de la France.

³⁴ L'OCS a été créée en 2001 et comprend la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Aujourd'hui, des pays comme la Corée du nord, l'Iran, la Syrie...sont à pied d'œuvre pour intégrer cette organisation.

par la Russie contre les Etats-Unis et ses alliés, de Taïwan par les Etats-Unis contre la Chine, de l'Ukraine par tout le bloc occidental contre la Russie, et bien d'autres encore, sont autant d'exemples qui montrent que les grandes puissances ont aujourd'hui de moins en moins de scrupules voire de la peur des retombées à empiéter leurs zones d'influence réciproques. Dans ce repositionnement stratégique mondial, tant pour les affaires que pour les coopérations politiques, militaires et des accords de développement, l'Afrique n'est pas en reste.

Depuis plus de dix ans, elle voit la Chine faire des percées significatives sur ses terres. En témoigne le sommet Afrique-Asie d'Avril 2005 à Jakarta qui invite à de meilleures coopérations, suivant l'esprit des non-alignés de Bandung. Il faut le dire tout net, la Chine n'est pas à sa première tentative de relation avec l'Afrique. Selon P. Hugon (2008, p.226) : « la diaspora chinoise est présente en Afrique depuis plusieurs siècles. Dès l'époque de Han au II^{ème} siècle avant notre ère, les flottes chinoises étaient en relations commerciales avec les côtes de l'Afrique orientale ». En 1955, à la rencontre de Bandung en Indonésie où 29 pays du « tiers monde » se sont réunis pour affirmer leur existence sur la scène internationale et coopérer dans l'intérêt mutuel de chacun, la route de la Chine va de nouveau croiser celle de l'Afrique représentée par des pays comme la Libye, l'Ethiopie, le Liberia, le Soudan, la Somalie et la Côte de l'or (actuelle Ghana). Tous ces pays d'Afrique ont vécu la colonisation d'une manière particulière et étaient rebutés contre la manière de faire des ex-colons.

Aussi, dans l'élan de cette coopération, la Chine va-t-elle soutenir les mouvements d'indépendance en Afrique. Cela va se matérialiser par la création d'une ligne de chemin de fer entre la Zambie et la Tanzanie en 1965. En retour, l'Afrique va apporter son soutien à la Chine ou plus précisément à la république populaire de Chine pour son entrée à l'ONU. Car, faut-il le

préciser, la Chine comporte en réalité deux entités : d'un côté la république de Chine (actuelle Taiwan) qui a dirigé le pays jusqu'en 1949 et de l'autre la république populaire de Chine qui contrôle le continent depuis cette date. Quant il a s'agit de choisir l'une des deux Chines à l'ONU, Pékin à bénéficier du soutien de 26 états africains au détriment de Taipei soutenu par les Etats-Unis. C'est dans ce même élan qu'en 1970, la diplomatie chinoise va aussi soutenir des socialistes africains comme Kwame Nkrumah du Ghana, Modibo Keita du Mali, Sékou Touré de la Guinée. Des accords de coopération militaire vont même être signés à l'époque avec l'Ethiopie, l'Ouganda et la Tanzanie (P. Hugon, 2008). Mais, toutes ces relations sont à petite échelle et restent parfois dans l'informel. C'est dans ces dernières décennies que la Chine va établir des relations officielles avec l'Afrique marquées par le sommet Sino-Afrique et la déclaration du 12 Janvier 2006. Cette relation nouvelle se concrétise dans les faits par la construction d'une base militaire chinoise à Djibouti, par des accords d'échanges commerciaux et des projets d'aides au développement. La Chine est ainsi représentée dans 52 Etats africains à l'opposé de la France qui en compte 47.

Dans la même veine, la Russie, il y a sous peu, fait-elle aussi son entrée en Afrique ou peut-être devrait-on dire son retour après ses premières incursions pendant la guerre froide. Elle est en contact avancé avec les pays de l'Afrique du nord (Algérie, Libye, Egypte) où il semble se mettre en place des accords de développement. Elle a aussi des liens solides avec la République centrafricaine. Ces temps-ci, elle marque une forte présence au Mali d'où le Burkina Faso lui fait des clin d'œil. Pour ces derniers pays cités, les accords entre eux sont plutôt pour le moment d'ordre militaire que toute autre chose. Cependant, vu les appels des populations africaines à la Russie et les acclamations qui accompagnent le drapeau russe et le nom de poutine, il est for à parier que ces coopérations ne s'arrêteront

pas là. A ce jour la Russie a des représentations dans 40 pays africains contre 48 pour les Etats-Unis. On peut alors se demander quelles sont les raisons de l'expansion rapide de la Chine et de la Russie en Afrique en si peu de temps ?

1-2-2- Les raisons profondes d'un positionnement sino-russe en cours de réussite

On pourrait trouver à la percée chinoise et russe en Afrique, ou plus précisément en Afrique francophone voire subsaharienne, plusieurs raisons différentes qui justifient une implantation rapide de ces puissances. Toutefois, parmi ses raisons aussi diverses que variées, certaines pourraient faire l'unanimité. Celles-ci, à n'en point douter, regardent presque toutes du côté de la *realpolitik* et s'expliquent particulièrement par un désamour affiché et un recul grandissant de l'estime de la France dans ses pré-carrés au profit d'autres partenaires. De quoi cela retourne-t-il dans les faits ?

Selon J-L. Borloo (2013, p.9), pour bien comprendre la tournée des événements actuels au niveau de la réalité politique et sociétale africaine, il faut resituer les cadres historiques de jeu politique occidental en Afrique avec les mentalités africaines qui les accompagnent. Ainsi, à regarder de façon globale, on notera que l'histoire moderne de la politique africaine se résume en trois périodes clés : « la colonisation, la décolonisation et la mondialisation ». La colonisation fut d'abord pour l'Afrique cette période qui a bouleversée toute son histoire en termes d'organisations sociétale, politique et culturelle. L'Afrique a vu ainsi ses territoires fragmentés et segmentés, les familles divisées et les peuples séparés par des frontières. La décolonisation a été par la suite pour elle l'occasion de retrouver son indépendance et le cours de son histoire. Mais celle-ci va être à nouveau biaisée par des volontés malignes qui vont encore la détourner avec des accords de traités et de coopérations colonialistes. Quant à la mondialisation enfin, elle s'est

présentée pour elle comme une occasion inespérée de s'ouvrir au monde et de pouvoir se tourner vers d'autres partenaires.

Ainsi, si pendant les deux premières périodes citées, la mentalité africaine s'est forgée dans la peur de l'occident et dans l'ignorance coupable d'une visibilité de coopération claire, la mondialisation qui place l'Afrique au carrefour du donner et du recevoir, vient lui faire découvrir ce qu'elle perd et ce qu'elle gagne dans les échanges avec ses partenaires de longues dates en comparaison avec ce que lui proposent les nouveaux. Ainsi, à l'heure des bilans, les populations africaines, moins analphabètes et plus au fait des données du monde moderne, ont l'impression d'avoir été jusque-là grugées. Elles se sentent trahies et manipulées par leurs partenaires de tous les jours. Au nombre de ceux-ci figure la France qui, du reste, passe pour être le partenaire privilégié des Etats africains. Ce bilan révèle, à la lecture des reproches populaires et des contestations publiques faits à la France, que celle-ci a gardé avec l'Afrique un partenariat colonial tant au niveau politique et militaire qu'au niveau économique et commercial.

Si dans le fond de telles approches semblent quelque part populistes et défaitistes, dans les faits, elles ne le sont pas vraiment. Sur l'espace "souverain" des Etats africains, la France a en effet une certaine main mise : le cas par exemple des bases militaires (la FFDJ ou la Force Française de Djibouti au Tchad, le 43^{ème} BIMA en Côte d'Ivoire, le EFG ou les Eléments Français au Gabon et le EFS ou les Eléments Français au Sénégal) ou le cas des grandes firmes comme Bouygues, Bolloré, pour ne citer que celles là, spécialisées dans les domaines de la télécommunication, de l'énergie et autres. Ainsi, la France a une présence tellement imposante que ce serait aujourd'hui faire la politique de l'autruche que de ne pas la remarquer. En fait, la France n'est plus cachée ou ne l'a jamais été vraiment, et tout le monde voit de plus en plus clair dans le

jeu stratégique qui est le sien depuis belle lurette, surtout quand ce jeu mobilise toujours les mêmes acteurs autour du même scénario.

Partout en Afrique, le mode d'emploi est le même. Des situations de crises qui se déclenchent comme par enchantement et à tour de rôle, des coups d'Etat qui réussissent avec une insolence déconcertante. Il y a aussi des velléités scissionnistes qui créées des situations de fronts et des crises qui s'éternisent autour de deux camps opposés : d'un coté le pays normal, de l'autre la zone des rebelles, des assaillants ou des djihadistes sortis de nulle part, puissamment armés on ne sait par qui, qui tiennent front à une armée régulière aux armes "désuètes". Les rebelles sont en apparence plus riches et mieux formés qu'une armée régalienne.

Et, à chaque fois le même mode de règlement de la crise, qui a fait école en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, au Mali et dans bien d'autres pays, à savoir l'appel chuchoté, suscité et presque'imposé d'une aide internationale. Et comme toujours, le bon samaritain n'est jamais loin. Il est un prophète de la géopolitique qui voit tout et prévoit tout ou presque, par son sens de l'anticipation. Il est mandaté par la communauté internationale, car déjà sur place avec un dispositif logistique efficace. Il poursuit les assaillants. Il remporte dans les premières heures des victoires écrasantes qui laissent penser à la fin imminente de la crise. Et puis, tout d'un coup, il arrête de les poursuivre au bon milieu du pays, prétextant des choses : le pays serait trop vaste et l'ennemi commun trop bien caché dans la population ; le désert serait tout d'un coup boisé d'où les rebelles se rendent invisibles aux satellites. Et puis on arrive à un pays coupé en deux, réclamant un médiateur de crise. Celui-ci est tout désigné. Il est maintenant l'interlocuteur par excellence, qui tire les ficelles d'une crise qui s'éternise, tirant par-dessus tout profit des deux cotés comme pour manger avec les deux mains.

Ce scénario est celui d'un film trop bien connu du public africain où « les coups tordus ... » de nos protecteurs supposés, aux dires de D. Bourmaud, en constituent la trame, ou à tout le moins, en composent largement la substance. Ce film est celui de la France en particulier, et de l'occident en général, qui semble ne pas se rendre compte que l'Afrique, lassée, a passé le stade de l'enfance d'où on croit au cadeau d'un père Noël bienveillant. Ainsi, ses manipulations qui prenaient dans le temps ne passent plus. Pire, elles irritent et suscitent le rejet de la France à qui l'on attribue désormais tous les maux de l'Afrique, francophone, même ceux pour lesquels elle n'est mêlée ni de près ni de loin. C'est aussi sur cette terre de la haine grandissante que vient s'implanter et prospérer l'amour de la Chine et de la Russie. C'est en celles-ci désormais que la population africaine tend de plus en plus à placer son espoir, au grand dam de la France. A tord ou à raison ? Quel regard critique peut-on jeter sur cette situation ?

2- Le regard critique d'un africain à l'ombre d'un doute

Faut-il regarder la relation actuelle de l'Afrique avec la Chine et la Russie à travers les yeux de l'occident ou à travers les nôtres ? Avons-nous le bon œil pour apprécier à sa juste valeur la situation ? Celui des autres est-il pour autant meilleur que les nôtres ? Quel camp choisir dans la diversité du regard politique ? Nous voilà ainsi au carrefour de la géopolitique et de la realpolitik. Quels chemins adéquats devons-nous emprunter en ce 21^{ème} siècle, pour le bien-être de l'Afrique ? Les arguments sont confus, la lisibilité floue et l'horizon est hasardeux. Car sur la présence de la Chine et de la Russie en Afrique, on est tenté de se laisser guider tantôt par les approches précautionneuses de l'occident, tantôt par le goût du risque, le désir d'aller voir ailleurs et l'énergie de l'espoir à l'appel des opportunités. Nous devons pourtant avancer, faire un choix. Selon Rousseau, il n'est pas aisé de toujours bien choisir son chemin alors même que

l'homme veut toujours son bien. Il lui appartient toujours cependant la responsabilité de la décision. Parce qu'on est mieux servi que par soi-même, n'est-il pas plus convenable pour nous de nous fier à notre propre regard ?

2-1- L'ombre d'un doute, vue par l'occident

2-1-1- La face cachée de l'aide chinoise et russe

Au regard de l'occident, suivant la lecture critique de ses médias et de ses penseurs de la chinafrique, la présence de la Chine et de la Russie en Afrique ne présage rien de bon pour ce continent. Et pour cause, ces deux géantes n'auraient d'intérêts que pour elles-mêmes et ne se soucieraient que très peu de l'avenir des autres. Ainsi, il ne faudrait pas regarder le rapport de l'Afrique avec ces deux puissances du côté éclairé du soleil, mais l'entrevoir du côté de sa face cachée. Cette vue n'aurait qu'un seul horizon lisible : celui qui consiste à ne percevoir la présence de la Chine en Afrique que dans le cadre unique de son propre développement, et à n'apercevoir celle de la Russie que dans le sens de la stratégie d'un maître de jeu d'échec dans son repositionnement sur l'échiquier international.

La volonté russe et chinoise actuelle est de renverser l'ordre mondial établi. L'Afrique est géopolitiquement une zone propice à cette volonté en ce qu'elle est manipulable du fait de son sous développement. Elle constitue aussi un lieu de transit idéal dans la nouvelle route de la soie chinoise pour atteindre l'Europe. Une telle approche qui se traduirait dans les faits par des données significatives telles que l'endettement rapide et exponentiel, les coopérations et les accords bilatéraux de façade et bien d'autres encore, laisse poindre dans l'avenir des problèmes certains et insurmontables pour l'Afrique.

2-1-2- La crainte d'un retour d'expérience négative

Pour l'occident, le retour d'expérience risque d'être amer pour tous et principalement pour l'Afrique. Car pour lui,

plusieurs choses liées à l'avenir de ce continent sont à craindre dans l'intérêt sino-russe spontané.

Ainsi, il faut craindre en premier lieu, le risque d'une dépendance accrue (T. Vircoulon, 2021). L'Afrique pour les occidentaux serait confrontée à un problème de dépendance acerbe aux allures de néocolonialisme. Le doigt accusateur est pointé sur les supposées aides militaires et surtout les aides au développement. Ce qui inquiète les occidentaux, pour ne pas dire les "foute en rogne", c'est l'argent chinois déversé abondamment sur le marché africain. La Chine est devenue en quelques années à peine l'un des principaux créanciers du continent. Et le niveau de la dette ne cesse de grimper comme au Zimbabwe ou au Mozambique. Le problème de la difficulté du remboursement de ses prêts inquiète la banque mondiale et fait craindre une perte de la souveraineté des Etats. A ce problème s'ajoute celui de la nature du contrat d'endettement. La Chine fait signer à ses débiteurs africains une clause de sureté (T. Pairault, 2022). Celle-ci prévoit qu'en cas de non remboursement du prêt, un troc s'opère à la place. Ce troc concerne les matières premières et les infrastructures. Le cas du Sri Lanka en est un exemple parlant. La Chine avait en effet prêté à cette île voisine de l'argent pour la construction d'un port à très grande capacité. Comme Colombo s'est avéré incapable de le rembourser au terme de son échéance, Pékin en a pris le contrôle pour une durée de 99 ans.

En deuxième lieu, il faudrait craindre une double migration déséquilibrée et une économie prédatrice pour l'Afrique (T. Vircoulon, 2021). Pour la migration des populations, le déséquilibre se situe d'une part au niveau de la proportionnalité des mouvements et d'autre part au niveau des conditions d'hospitalité. En effet, on a d'un côté la population d'un pays face à celle de tout un continent. La population de la Chine est estimée à 1,412 milliard en 2021 contre 1,216 pour

toute l'Afrique en 2016 et certainement un peu plus encore aujourd'hui. L'Afrique dans ce cas représente pour la Chine un endroit de décongestionnement de sa population, une terre de colonisation. D'un autre côté, on a des conditions d'intégrations favorables en Afrique pour les chinois contrairement à celles de la Chine pour les africains en terre chinoise. Pour ce qui concerne l'économie, l'Afrique sera non seulement un débouché pour la Chine, mais aussi elle fera partie de façon intégrante de son marché commercial. Ce qui ne sera pas vraiment le cas dans l'autre sens. C'est donc l'espace économique de l'Afrique qui est appelé à disparaître face à cette économie prédatrice.

En troisième lieu, et cela tombe sous le sens, il y aura la perte de la liberté des populations et la fin de souveraineté des Etats africains, une manière atténuée de parler de leurs disparitions. Cela semble d'autant plus vrai que beaucoup de personnes voire même de populations commencent à dénoncer le comportement chinois en Afrique. C'est le cas par exemple en Zambie (l'un des premiers pays africains à accueillir la Chine il y a 30 ans) où on note une dénonciation ouverte du colonialisme chinois par des voies publiques (meeting politique) et par le moyen des réseaux sociaux. Entre les mauvais traitements des travailleurs africains, la misère, le non- respect de ceux-ci et les conditions idoines de vie pour les chinois en Zambie et dans d'autres pays d'Afrique, le spectre de la colonisation occidentale semble planer sur les écarts de conduites de certaines sociétés chinoises en Afrique. La Chine et la Russie seraient par ailleurs connues pour tenir en piètre estime les droits de l'homme et la liberté des citoyens, à ce qui se dit. En plus de cela, elles seraient peu regardantes sur les aides (argent, armement) qu'elles apportent à leurs partenaires africains. Or ces aides disproportionnées tout en participant à la violation des droits de l'homme, contribueraient à nourrir les guerres et à semer le chaos en Afrique. Ainsi, au regard de l'occident, la présence de la Chine et de la Russie en Afrique risque d'entraîner plus de maux

que de biens, si on y prend garde. Mais devons-nous nous fier à ce regard ?

2-2-Le regard critique d'un africain

2-2-1- Un regard Janus

Il n'est pas facile d'avoir toujours un regard objectif quand on est directement concerné par une situation. Aussi, pour éviter de tomber dans la complaisance de la foule et les opinions de la chair, la sagesse de l'esprit recommande d'avoir en toute situation un regard de philosophe. Le regard du philosophe est un regard Janus³⁵, c'est-à-dire un regard qui se veut couchant et levant, un regard qui a ses vues et se bévues, un regard qui signe ses propres limites pour finalement signaler celles des autres. Ainsi, jeter un regard africain sur les présences chinoise et russe en Afrique ou sur le procès d'intention qui les accompagne, c'est prendre en compte toutes tous les avis nécessaires à ce sujet et trancher dans le vif du sujet.

Ainsi, sur les arguments avancés par l'occident à l'encontre de l'aide chinoise ou russe, on ne peut nier qu'il ait quelque part une part de vérité. Les relations humaines, on le sait, sont basées sur un rapport d'intérêts et le monde de l'économie est foncièrement régi par le sens des affaires. Aussi, comme personne ne fait des affaires pour perdre ou que personne ne prête son argent sans des garanties, chinois et russe ne viennent pas par conséquent faire l'aumône en Afrique. De ce biais-là, on est d'accord avec vous que ces puissances sont motivées par l'appât du gain dans leur rapport avec l'Afrique.

On est d'accord avec vous encore que l'Afrique ne perçoit pas tout le contour d'une aide chinoise et russe rusée, et que dans l'euphorie du contentement, les dirigeants africains

³⁵ Janus est un dieu romain qui se caractérise par deux visages. L'un tourné vers le levé du soleil, l'autre vers le couché. Il incarne le commencement et la fin, mais aussi celui qui fait et qui défait. Comparé au philosophe, il représente l'esprit critique en tant qu'il est capable de s'élever au dessus de lui-même et de faire sa propre mue.

enthousiasmés à l'idée de rencontrer un bon samaritain capable d'apporter une solution immédiate aux préoccupations pressantes de leurs peuples, se laissent séduire facilement. Certains d'entre eux en tirent même des profits particuliers quand ses aides ne contribuent pas à augmenter leur puissance et par conséquent leur pouvoir de nuire. L'Afrique est devenue un marché d'écoulement d'armes sophistiquées qui favorisent malheureusement les coups d'Etat à répétition, les rebellions et l'expansion des réseaux djihadistes. A ce rythme, l'Afrique risque de s'embourber un peu plus encore. On est donc d'accord avec vous...

Mais on est d'accord avec vous aussi que, si vous le dites ainsi avec autant de conviction, c'est bien en connaissance de cause. Car les mêmes causes, à ce qu'il paraît, produisent les mêmes effets. A vous entendre et à vous suivre, on a l'impression que c'est l'histoire qui est en passe de se répéter. En fait, la Chine et la Russie suivent des sentiers battus, des sillons déjà tracés, par lesquels vous êtes venus. Qui mieux que vous connaissez le plan d'action, la visée et les conséquences d'une politique colonialiste ? C'est par le même chemin que vous avez gagnés l'Afrique, trompés nos dirigeants et maintenus sous domination nos Etats. Oui, nous sommes ici d'accord avec vous.

Là où nous ne le sommes pas vraiment, c'est au niveau de la loi causale. Vous semblez faire de l'histoire une science exacte d'où tout est perçu comme une reconstitution fidèle des faits. Vous semblez oublier cependant que le passé est souvent irréversible et que les hommes, quoiqu'en dise Hegel, en tirent parfois des leçons. Ainsi, le temps où le noir avait la peur du blanc est passé. Le temps où l'africain se laissait conduire de façon moutonnaire, dans l'ignorance de la mentalité occidentale, est révolu. Le temps où l'on décidait à la place des peuples africains est aujourd'hui un lointain souvenir. L'Afrique

moderne, faute de moyens techniques pour rivaliser, a cependant le pouvoir intellectuel de réécrire les pages de son histoire actuelle. Elle a ce pouvoir parce qu'elle sait aujourd'hui lire entre les lignes de la votre. Elle a donc la capacité d'éviter les fautes d'écriture et par conséquent de lecture.

Là où on ne vous suit pas bien, c'est votre volonté à nous garder auprès de vous sans vouloir qu'on soit avec vous ou comme vous. Que vous nous aimez tant au point de nous protéger, on en est presque fier. Mais que votre amour pour nous soit aussi négligeant au point de nous avilir, on a vraiment du mal à comprendre et par conséquent à vous suivre. Quelle épouse émancipée resterait auprès d'un époux rustique qui fait tout pour la rabaisser alors même que des concurrents intéressés et intéressants s'emploient à la relever ? Il en est de même d'un enfant à qui on passe tout son temps à le fragiliser. Soit il perd toute confiance en lui pour être à la merci de tout le monde, soit il se radicalise et vous tient finalement tête. Il ya dans les deux cas un effet boumerang. Vous avez pour nous un drôle d'amour, et c'est qui nous inquiète. C'est aussi ce qui nous pousse à l'audace de l'aventure, à nos risques et périls certes, mais enfin à nos choix.

2-2-2- L'audace du risque au bénéfice du doute

C'est R. Descartes (1885, p.2) qui écrivait dans les *principes de la philosophie* que « c'est proprement avoir les yeux fermés sans tâcher jamais de les ouvrir que de vivre sans philosopher ». Il entendait dire par là, dans une certaine mesure, qu'il vaut beaucoup mieux se servir de ses propres yeux pour se conduire que de les fermer et suivre la conduite d'un autre. Cette pensée du philosophe de la raison entre dans la ligne droite de ce que nous pensons et recommandons ici en tant qu'africain. En effet, l'Afrique s'est-elle toujours laissée guider par les occidentaux. Elle a longtemps marché dans la direction de leurs regards. Elle a trop fait confiance à ce partenaire dans ces choix

politiques et économiques. Bien malheureusement, on a constaté que le partenaire de confiance n'a pas toujours été franc avec elle. Très souvent, il l'a poignardée, trop souvent, il l'a trahie avec des subterfuges dans le but de l'exploiter. Si tout cela a été possible, c'est bien parce que l'Afrique a suivi, tête baissée, des modèles de développement sans y apposer son propre regard. Aujourd'hui encore, c'est un autre modèle de développement qui se propose à elle, avec d'autres partenaires, décriés. Rien ne la rassure sur les intentions réelles de ces derniers. Rien n'infirme les reproches que leur opposent leurs adversaires. Mais rien ne les confirme aussi, tout comme rien ne prouve qu'ils ne soient cette fois-ci la bonne carte.

Aussi, au bénéfice du doute, l'Afrique doit avoir l'audace d'essayer autre chose. Elle le doit parce que le modèle existant n'est pas un modèle, un gage de réussite. Elle le doit parce que le modèle occidental a montré ses limites, son incompetence aussi. L'Afrique a donc le devoir d'essayer les modèles chinois et russe de développement, mais en s'y prenant autrement cette fois-ci. En effet, les Etats africains ne doivent pas se contenter de passer seulement des marchés avec leurs nouveaux partenaires comme ils l'ont fait auparavant. Ils doivent désormais adjoindre aux contrats signés entre eux et "les exploitants de ses richesses" des plans de développement bien définis qui impliqueraient la formation, l'expertise locale et la direction future des entreprises créées. En clair, il faudrait imposer à la signature de chaque contrat des élites africaines à former du plus haut niveau d'expertise jusqu'au plus bas par l'exploitant dans le domaine concerné. Ainsi, au lieu de faire toujours appel à des spécialistes ou à des entrepreneurs étrangers pour construire nos routes et nos ponts, pour extraire nos minerais ou pour exploiter nos potentialités, l'Afrique disposera au bout de la chaîne d'exploitation des élites locales formées, expertes et capables de prendre la relève de ses entreprises et nous rendre enfin indépendants.

Par exemple, telle société veut exploiter le pétrole dans le sous-sol ou dans la nappe phréatique d'un Etat, telle autre veut tirer profit du cacao d'un autre, la formation des élites du pays doit commencer depuis la fabrication des machines nécessaires au forage jusqu'au raffinement du pétrole ou depuis la fabrication du chocolat jusqu'à sa commercialisation. Pour Pélissier, (2005, p.42) : « il n'est pas d'autre politique responsable que celle d'aider le plus généreusement possible nos voisins subsahariens, dans le respect de leurs valeurs, à trouver chez eux les chemins et les moyens de leur développement ». En agissant ainsi, l'Afrique, à défaut d'être elle-même capable de construire actuellement les machines de ses besoins, poussera ses partenaires au développement à sa propre industrialisation de sorte à ne pas rester dans l'exploitation nue de ses ressources. En mettant en place et en œuvre un tel projet de développement et en veillant à son application scrupuleuse dans l'exécution des contrats, l'Afrique se donnera à coup sûr les moyens de son indépendance industrielle qui fait tant défaut à l'exploitation de ses ressources, objectes de toutes les convoitises.

Conclusion

La conduite politique interne et externe d'un Etat dépend de sa classe dirigeante du moment. Celle actuelle de la Chine de Xi Jinping et de la Russie de Poutine vise à conquérir l'Afrique dans l'élan d'un positionnement stratégique international. Cette conquête va dans la droite ligne de ce que les nations occidentales avaient entamé avec les Etats africains depuis leurs années d'indépendance, à savoir être pour ces Etats des partenaires au développement. Mais cet élan politique de la Chine et la Russie est perçu d'un mauvais œil par certaines nations occidentales aux nombres desquelles figure la France. Si les raisons officielles de cette désapprobation pointent en direction d'une certaine inquiétude en faveur du devenir de l'Afrique, on n'ignore pas cependant que les raisons officieuses

et profondément subsidiaires de ce dégoût sont d'ordre géopolitique. La France et ses alliés sont en difficulté d'estime sur le terrain face aux succès et à l'espoir suscités par les présences chinoise et russe. Aussi, entretiennent-ils régulièrement des discours de nature à craindre ces puissances et à les boycotter. Une fois de plus encore, l'Afrique est au cœur des intérêts politiques des puissances mondiales comme elle l'a été depuis le 18^{ème} siècle. Vu qu'elle est constamment Placée au centre des enjeux géopolitiques, nous pensons qu'il est désormais temps pour l'Afrique de jouer le jeu de la *realpolitik*, c'est-à-dire de dicter ses lois et mettre en avant ses propres intérêts. Cela revient à se défaire de ses repères coloniaux et à prendre le chemin courageux de la diversification de ses partenaires au développement suivant la raison du plus offrant. Mais elle doit le faire en apportant comme valeur ajoutée à chaque contrat une obligation d'installation d'un savoir-faire ou la formation d'une expertise locale par chaque firme international dans la mise en place de toute coopération. Notre position est celle qui vise le bien-être de l'Afrique. Elle est donc un appel à un éveil de conscience des africains et une interpellation à tous les partenaires au développement de l'Afrique, l'occident et la France y compris, à une collaboration franche et meilleure.

Références bibliographiques

Borloo J.L. (2013). Les relations entre la France et l'Afrique : sortir de la confusion d'une histoire pesante pour entrer dans le cercle vertueux d'une reconstruction. *Géoéconomie*, volume 3, N°66, p. 7-20.

Descartes R. (1885). *Les Principes de la philosophie*, Paris : Lettre-préface, 151 p.

Hugon A. (1991). *L'Afrique des explorateurs. Vers les Sources du Nil*. Paris : Editions Gallimard, 176 p.

Hugon P. (2007). La politique économique de la France : la fin des rentes coloniales ? *Politique africaine*, volume 1, N°105, p.54-69.

Hugon P. (2008). La Chine en Afrique, néocolonialisme ou opportunités pour le développement ? *Revue internationale et stratégique*, volume 4, N°72, p.219-230.

Kourouma A. (1970). *Les soleils des indépendances*. Paris : Seuil, 198 p.

Lacoste Y. (1976). *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris : Maspéro, 254 p.

Laulan Y. (2005). M., « Où va l'Afrique ». *La Géographie, Société de Paris*, n°1617, P.39-50.

Pairault T. (2022). L'endettement des pays de l'UEMOA à l'égard de la Chine. *Revue internationale des économistes de langues française*, AIELF, 6 (2). p. 37-50.

Pélissier P. (2005). Où va l'Afrique (acte II). *La Géographie, Société de géographie de Paris*, n°1518, p.35-42.

Pourtier R. (2001). *Afriques noires*. Paris : Hachette, 255 p.

Rousseau J.J. (2001). *Du contrat social*. Paris : Flammarion, 256 p.

Saint-Exupéry P. (2004). *L'inavouable : la France au Rwanda*. Paris : les arènes, 287 p.

Verschave F.X. (2002). *Noir Chirac*. Paris : les arènes, 308 p.

Verschave F.X. (2002). De la Françafrique à la Mafiafrique. *Mouvements*, 3, N°21-22, p. 9-14.

Webographie

Le Monde Afrique (2021). « Au bout de vingt ans, 'le success story' de la Chinafrique a des conséquences qui posent problème ». Tribune de Thierry Vircoulon, Journal Le Monde, publié le 16 mars 2021 à 13h 08 min.

Serodes F. (2019). « Carte à la une. De Fachoda à Kodok, géographie d'un carrefour de l'histoire », [consulté le

12/11/2022] *Géoconfluences*, novembre 2019.
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/carte-a-la-une/de-fachoda-a-kodok>.